



LE MOT DU CSEC

CONSTATS - ANALYSES - REVENDICATIONS

JUIN 2026



INCLUSION LGBT+ À LA POSTE : DES PROGRÈS, MAIS DES DÉFIS PERSISTANTS

Les résultats de l'enquête sur l'inclusion LGBT+ à La Poste dressent un constat contrasté. Si 89% des répondants considèrent l'entreprise comme « LGBT friendly », un niveau supérieur à la moyenne nationale, plusieurs indicateurs montrent que des difficultés demeurent.

Ainsi, 56% des salariés LGBT+ déclarent avoir déjà évité de parler du genre de leur conjoint au travail, tandis que 32% ont renoncé à participer à un événement d'entreprise. 50% des répondants indiquent avoir entendu des propos ou insultes LGBTphobes au sein de l'organisation et 29% ont été témoins de situations de harcèlement ou d'agressions LGBTphobes.

Si FOCom constate que l'image de La Poste apparaît positive en matière d'inclusion, plusieurs chiffres doivent nous interpeller. Tout d'abord, seuls 4,3% des postières et des postiers ont participé à cette consultation, soit 6 453. Un taux de participation limité qui soulève naturellement la question de la représentativité des résultats et de leur déclinaison par Branche ou par territoire.

Les données présentées montrent que des discriminations, des moqueries et des comportements LGBTphobes existent encore au sein de l'entreprise. **Pour FOCom, chacun doit pouvoir travailler sans avoir à cacher qui il est.** Au-delà des campagnes de communication et des engagements affichés, **FOCom attend désormais des éléments concrets : bilan des procédures engagées à la suite de faits LGBTphobes, indicateurs de suivi permettant de mesurer les progrès réalisés dans les années à venir.**

L'inclusion ne se décrète pas, elle se mesure dans les faits. C'est sur cette base que FOCom continuera à exercer sa vigilance et à porter ses revendications.

SERVICE DE SANTE AU TRAVAIL : UN NOUVEL OUTIL, DES GARANTIES ATTENDUES

La Poste prévoit de remplacer l'actuel logiciel de santé au travail par une nouvelle solution baptisée Kenora Santé. Cette évolution vise notamment à répondre aux nouvelles obligations réglementaires, à moderniser un outil devenu obsolète et à améliorer le suivi médical des postières et des postiers.

Le futur système intégrera la gestion complète des dossiers médicaux, une plateforme d'échange d'informations, un dispositif de téléconsultation ainsi qu'une évolution des modalités de prise de rendez-vous.

Toutefois, le dossier présenté apporte peu d'éléments sur la gestion des données médicales, les habilitations d'accès, les contrôles réalisés ou encore les garanties assurant une séparation stricte entre les informations médicales couvertes par le secret professionnel et les données administratives accessibles aux RH ou à l'encadrement.

La migration de plusieurs années de dossiers médicaux constitue une étape délicate qui nécessitera une attention particulière afin de garantir l'intégrité des informations de santé.

FO Com rappelle que les données médicales constituent parmi les informations les plus sensibles détenues par La Poste. Nous serons donc particulièrement attentifs à la protection de ces données, à l'accompagnement des personnels du Service de Prévention et de Santé au Travail ainsi qu'aux conditions de déploiement du nouveau système. Nous demandons qu'un bilan complet soit présenté au CSEC après la mise en production afin d'évaluer les difficultés rencontrées et les améliorations à apporter.

AUTONOMIE OU ABANDON ? FO COM ALERTE LA DIRECTION SUR LA SITUATION A LA BGNP

FO Com a alerté sur la situation des personnels de la BGNP. Ballotés par les fusions, sans organisation et avec une note provisoire pour seul cadre, les postiers tirent la sonnette d'alarme. Et que dire des managers qui se voient contraints de parer au plus pressé sans être rémunérés à la hauteur de leur engagement. La Poste nous répond : Autonomie ! Mais sans moyen ni soutien, les postiers de la BGNP la vivent comme un abandon...

En conséquence, FO Com demande davantage de stabilité et de visibilité des plannings, avec respect des délais de prévenance et fin des changements imposés ou récupérations de jours fériés. FO Com exige aussi le respect des accords, de meilleures conditions de travail (y compris pour les managers) et des moyens humains adaptés, notamment pour garantir les repos.

Enfin, FO Com alerte sur une stratégie centrée sur la réduction des coûts et des effectifs, et appelle à renforcer le dialogue social et les négociations.

POUVOIR D'ACHAT : LES PRIX MONTENT, LES POSTIERS PIÉTINENT

Carburant, énergie, alimentation, loyers, transports : mois après mois, les prix continuent de grimper.

L'inflation atteint désormais 2,4 %.

Sur le terrain, les agents constatent chaque jour la dégradation de leur pouvoir d'achat. Les déplacements coûtent plus cher, les dépenses

contraintes augmentent et les fins de mois deviennent plus difficiles.

Pourtant, ce sont bien les postières et les postiers qui permettent à La Poste de maintenir son activité, de servir les clients et de produire des résultats.

Face à cette situation, FO Com refuse de se satisfaire de discours. Des mesures immédiates doivent être prises.

FO COM REVENDIQUE

- Le versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour l'ensemble des personnels. Cette mesure constituerait un signe fort de reconnaissance envers celles et ceux qui subissent de plein fouet l'augmentation du coût de la vie.
- La revalorisation temporaire de l'Indemnité de Transport Véhicule Personnel afin de mieux compenser ces surcoûts et une meilleure prise en charge de l'abonnement « transports en commun ».
- L'activation de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA) pour les fonctionnaires afin de compenser l'érosion de leurs revenus.
- Le déclenchement du complément kilométrique dès 2 000 kilomètres parcourus par an et une revalorisation du montant par kilomètre supplémentaire.

Derrière les chiffres et les résultats de l'entreprise, il y a des femmes et des hommes qui font vivre La Poste chaque jour. **C'est pourquoi FO Com affirme que la reconnaissance ne peut pas se limiter aux discours.**